

les cultivateurs. Le Gouvernement, par décret ministériel, a annoncé en mars dernier que les employés agricoles indispensables ne seraient pas appelés au service militaire; cependant, et j'affirme ceci sans crainte d'être démenti, certaines commissions des services nationaux de guerre ne tiennent aucun compte de ce décret. On envoie de jeunes constables de la Royale gendarmerie à cheval du Canada faire enquête sur les demandes de sursis et, bien qu'ils ne soient nullement au courant des besoins de l'agriculture, on accepte leur parole plutôt que celle des préfets, conseillers, médecins ou ministres du culte qui savent si les requérants sont indispensables ou non au fonctionnement de la ferme.

L'hon. M. HANSON (York-Sunbury): Sans parler des membres du Parlement.

M. COLDWELL: En effet, sans mentionner les membres du Parlement, comme vient de le dire l'honorable député de York-Sunbury (M. Hanson). Dès le début, on a mal abordé le problème du capital humain et il en est souvent résulté de graves injustices. Le Gouvernement a mal attaqué le problème de la main-d'œuvre industrielle, mais j'abandonne la discussion de ce point à quelques-uns de mes collègues.

J'ai l'intention de soumettre un sous-amendement. Cet après-midi, le leader de l'opposition a présenté un amendement intéressant. Les trois paragraphes traitent de l'emploi du capital humain du pays, demandant l'adoption d'une politique ouvrière rationnelle et des mesures satisfaisantes pour venir en aide à l'agriculture. Nous sommes d'accord sur ces trois points, mais en dépit des professions de foi du parti qui siège dans cette Chambre sous un nouveau vocable, il est vraiment significatif, je crois, de constater que l'amendement ne traite que du capital humain et de l'agriculture; on se plaint de ce que la mobilisation n'ait pas été suffisamment complète dans l'un et l'autre cas. L'amendement ne dit rien de ce que je viens de soumettre à cette Chambre, de la nécessité de mobiliser l'industrie et la richesse. Si vous demandez une politique ouvrière, si vous demandez une politique industrielle comportant la contrainte, il vous faudra alors exiger quelque chose de bien plus nécessaire en ce moment puisque la mobilisation du capital humain est déjà en vigueur. Je veux parler de la mobilisation obligatoire de l'industrie et de la richesse. J'ai lu le programme de la convention de Winnipeg et j'y ai remarqué deux mots assez courts. Après avoir préconisé la mobilisation du capital humain, le chef de l'opposition a réclamé cet après-midi la mobilisation de l'industrie et de la richesse, pour le jour où elle s'imposera. Je soupçonnais qu'il se trouvait

une échappatoire dans la résolution adoptée à la convention à laquelle ont assisté mes honorables amis, et c'est pourquoi je désire, appuyé par l'honorable député de Vancouver-Est (M. MacInnis), proposer l'amendement suivant:

Que la motion soit encore modifiée par l'addition des mots suivants à la suite de l'amendement:

"Et nous exprimons aussi le regret que les conseillers de Votre Excellence n'aient pas pris les mesures nécessaires pour obtenir un effort de guerre total, en négligeant d'appliquer aux industries de guerre et aux institutions financières les pouvoirs conférés par la loi de mobilisation des ressources nationales tout comme ils ont servi à la mobilisation du capital humain pour des fins militaires."

Je n'aborderai pas ce soir le besoin pressant qu'il y a de réduire la dette agricole, car, je le répète, mon temps de parole est limité. Je ne toucherai pas non plus la question des prix de parité pour les produits agricoles, car c'est là un sujet qu'étudieront certains de mes collègues. Je tiens cependant à dire quelques mots au sujet de la conférence de Casablanca sur laquelle le premier ministre nous a donné quelques explications ce soir. La conférence a eu lieu entre le premier ministre du Royaume-Uni et le président des Etats-Unis. Nous partageons la satisfaction qu'exprime à cet égard le discours du trône, mais nous regrettons que, par suite des circonstances, naturellement, le premier ministre Staline et le généralissime Chiang-Kai-Chek n'aient pas été présents. Il nous semble que, s'ils ne pouvaient s'y rendre eux-mêmes, ils auraient pu s'y faire représenter.

L'invasion si réussie des armées anglaises et américaines en Afrique du Nord constitue l'un des succès d'organisation les plus remarquables que le monde ait jamais vus et un haut fait que nous devons admirer. Mais la tournure qu'a prise la situation en Afrique du Nord depuis cette invasion a rempli de crainte quiconque est imbu d'esprit démocratique. Ce fut sûrement mon cas. Ce n'est pas non plus le fait d'avoir gardé à des postes de commandement des Français anciens collaborationnistes du régime nazi qui a pu calmer ces inquiétudes. La nomination, comme gouverneur d'Algers, de Peyrouton, l'ami de Pierre Flandrin, ancien ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Vichy et, si je ne me trompe, ancien ministre en Argentine, a ancré ce sentiment de crainte à travers le monde.

Nous savons, par exemple, que les réfugiés Juifs qui ont fui devant l'agression nazie et les volontaires qui ont combattu contre les troupes fascistes et nazies en Espagne, alors qu'on mettait la dernière main à la guerre actuelle, languissent encore dans des camps de prisonniers africains dans des conditions qu'on dit tout à fait abominables. Il me